

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Relations avec l'URSS

■ Le 27 novembre dernier, le premier ministre a rendu compte à la Chambre des communes de son récent voyage en Union soviétique, à l'occasion duquel il s'est notamment entretenu avec le président et le premier ministre soviétiques, MM. Gorbatchev et Ryzhkov. Le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a discuté avec son homologue soviétique, M. Édouard Chevardnadze. Au cours de cette visite, les dirigeants ont conclu au total quatorze ententes bilatérales (y compris les reconductions) portant, entre autres sujets, sur des questions de relations internationales, sur l'Arctique et sur l'environnement. Le premier ministre a déclaré à M. Gorbatchev qu'il proposerait à ses six collègues du Groupe des sept que, chaque année, le président en exercice se réunisse avec le chef d'État soviétique pour discuter avec lui des idées et des stratégies formulées au cours de leur réunion.

M. John Turner, chef du Parti libéral, et M. Bill Blaikie, critique néo-démocrate pour les Affaires extérieures, ont longuement réagi au rapport du premier ministre, reprochant au gouvernement son manque d'audace dans ses relations avec les Soviétiques, particulièrement en ce qui a trait à la proposition faite par M. Gorbatchev en octobre 1987 dans son discours de Mourmansk sur la création d'une zone de paix dans l'Arctique.

Le Panama et l'OEA

■ Le 20 décembre, le premier ministre a dû affronter à la Chambre des communes des critiques beaucoup plus acerbes, après avoir annoncé le matin même qu'il appuyait l'intervention américaine au Panama. Les députés ont assisté à une altercation entre M. Mulroney et le nouveau chef du NPD, Mme Audrey McLaughlin.

D'autres députés se sont dits inquiets de l'effet possible de la décision du premier ministre sur les

relations du Canada avec les pays d'Amérique latine au sein de l'Organisation des États américains (OEA).

Politique en Indochine

■ Le 25 janvier, M. Joe Clark a remis à la Chambre des communes un rapport intérimaire sur les efforts déployés à l'échelle internationale en vue de résoudre le conflit au Cambodge. Il a précisé que le gouvernement «était actuellement en train de redonner au Cambodge, au Vietnam et au Laos, les trois pays formant l'ancienne Indochine, le droit à l'aide publique au développement». Le Canada est entièrement favorable à la proposition australienne de créer au Cambodge une infrastructure administrative provisoire sous l'égide des Nations-Unies. Au mois d'octobre, M. Clark a dépêché à Hanoï et à Phnom Penh une mission diplomatique qu'il a chargée de rappeler aux gouvernements vietnamien et cambodgien l'importance pour eux d'accepter que l'ONU joue un rôle de premier plan dans tout règlement. Le ministre a également félicité le régime actuel de Hun Sen, au Cambodge, de sa meilleure tenue, en particulier au chapitre des droits de la personne. Il a souligné que le Canada pourrait être invité, avec d'autres pays, à participer à des mécanismes de maintien de paix et de transition sous la gouverne des Nations-Unies et, qu'à cette fin, l'on était en train de passer en revue les récentes expériences vécues par le Canada en Namibie et ailleurs dans le monde à ce chapitre.

Ciels ouverts

■ Une importante conférence internationale s'est ouverte le 12 février à Ottawa, y participaient les ministres des Affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN et des sept pays membres du Pacte de Varsovie. Les participants ont abordé, entre autres questions, une proposition sur des vols de surveillance que des avions non armés des deux alliances effectueraient régulièrement au-dessus des territoires l'une de l'autre; un tel régime permettrait l'ouverture des espaces aériens au-dessus de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Union so-

viétique et constituerait une mesure propre à accroître la confiance. Une deuxième série de pourparlers doit se tenir à Budapest plus tard au cours de l'année et déboucher sur la signature d'un traité.

Comités parlementaires

■ Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAEE) a continué ses audiences sur les relations du Canada avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est; il a notamment tenu deux sessions le 23 novembre et le 6 décembre sur le problème allemand, une session le 28 novembre sur la politique soviétique dans le tiers-monde et une session le 12 décembre sur le désarmement et l'ouverture des espaces aériens.

Le Comité a également entendu le 23 novembre des représentants de la Conférence des évêques catholiques du Canada et des Jésuites qui venaient d'assister au Salvador aux funérailles de six prêtres jésuites et de leurs deux employés, assassinés par des membres des forces armées salvadoriennes. La situation de ce pays a fait l'objet de deux autres séances de discussion au CPAEE les 13 et 14 décembre derniers. À l'occasion de cette dernière réunion, on a également entendu le Directeur des opérations de maintien de la paix au ministère de la Défense nationale s'exprimer sur la contribution canadienne à l'ONUCA (Groupe d'observateurs des Nations-Unies en Amérique centrale).

Le 7 décembre, le Comité a entendu une série d'experts, dont le président de l'ACDI et le directeur exécutif du SUCO, qui ont abordé certains problèmes d'ajustement structurel – les politiques de stabilisation économique imposées par les institutions financières internationales en vue de relancer les économies des pays endettés du tiers-monde.

■ Le Comité de la défense (Chambre des communes) tient en ce moment ses audiences sur la souveraineté maritime. Il a déjà entendu le Chef de l'état-major de la Défense, ainsi que des fonctionnaires des Affaires extérieures, de l'Environnement, des Pêches et Océans, de la Garde côtière canadienne et du Solliciteur général, sans compter des spécialistes venus de l'extérieur. Dans un rapport périodique daté du 20 décembre, le Comité a recom-

mandé l'achat de sous-marins à propulsion conventionnelle et d'avions de reconnaissance maritime.

En bref

■ L'ancien chef du NPD, M. Ed Broadbent, a accepté vers la fin du mois de janvier un nouvel emploi en tant que premier président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique qui est une société d'État financée par le gouvernement et dont le siège est à Montréal. Fondé aux termes d'une loi adoptée en septembre 1988, le Centre est financé par le budget de l'ACDI et il a pour mandat de fournir des ressources techniques et financières en vue de renforcer le respect des droits de la personne dans les pays du tiers-monde et d'y favoriser le développement des institutions et des procédés démocratiques.

■ Doug Lindores, vice-président principal de l'ACDI, a été nommé conseiller spécial de la ministre des Relations extérieures, relativement à l'Éthiopie et aux pays limitrophes. Tous ces pays sont de nouveau aux prises avec la famine.

■ Le 23 janvier dernier, pendant la période de questions à la Chambre des Communes, la députée libérale Christine Stewart a demandé au gouvernement si le Canada n'avait pas fermé les yeux sur certaines violations des droits de la personne survenues en Roumanie dans le cadre du vaste projet de construction de cinq réacteurs nucléaires Candu. M. Joe Clark a répondu que les diplomates canadiens cherchaient actuellement à savoir dans quelle mesure on avait vraiment eu recours à des esclaves, quels responsables, le cas échéant, avaient été informés de la situation et quand ils l'auraient été. M. Clark a rejeté l'allégation de Mme Stewart, qui demandait la suspension des travaux de construction jusqu'à ce que l'on en sache plus. M. Clark a fait valoir qu'il serait «malheureux que le Canada agisse ainsi» au moment précisément où la Roumanie se débat pour instaurer la démocratie et restructurer son économie. □

— GREG WIRICK